

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CONTE (SA)-Usine n°3 de SAMER

ZAC de la Plaine de la Ruelle
62830 SAMER

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\CONTE 3 et 4 (nelle usine)_Samer_070.03120 et 070.02684\2_Inspections\2023-ETAT DES STOCKS\CONTE_SAMER_RAPVI_0007002684.odt
Code AIOT : 0007002684

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2023 dans l'établissement CONTE (SA)-Usine n°3 de SAMER implanté ZAC de la Plaine de la Ruelle 62830 Samer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "ETAT DES STOCKS", qui représente une action de contrôle de la mise en oeuvre des dispositions réglementaires applicables aux sites industriels suite à l'accident de Rouen.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONTE (SA)-Usine n°3 de SAMER
- ZAC de la Plaine de la Ruelle 62830 Samer
- Code AIOT : 0007002684
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site de SAMER produit des crayons par transformation de polymères, des gommes et des ardoises. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2019. Le site est globalement soumis au régime de l'enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'action régionale 2023 sur l'état des stocks suite à l'accident de Rouen

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Généralités	AP Complémentaire du 18/06/2019, article 8.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	AP Complémentaire du 18/06/2019, article 8.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks a été fourni mais n'est pas exploitable en l'état pour connaître rapidement les quantités de produits combustibles et/ou dangereux sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2019, article 8.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. les zones à risques sont matérialisées par tous les moyens appropriés.</p>
<p>Constats : L'exploitant nous a fourni un état des stocks dans un délai raisonnable, en moins de 15 minutes. Cet état se présente sous la forme d'un listing informatique. On y trouve le libellé, le lieu de stockage, les quantités en temps réel et le code magasin. Un plan avec les risques a été consulté, il se trouve dans le plan d'intervention interne (PII).</p> <p>La nature des éléments n'est pas spécifié (liquide inflammable, combustible, ...), des personnes averties peuvent avec le code savoir la nature des éléments stockés mais pas quelqu'un d'étranger. Ceci n'est pas exploitable en cas d'incident grave.</p> <p>Les quantités de déchets ne sont pas reprises dans l'état des stocks.</p> <p>En conséquence: l'état des stocks est incomplet : il manque les déchets .</p> <p>Concernant le contenu de l'état des stocks, la DREAL recommande à l'exploitant de mettre en place un état de stocks immédiatement disponible et exploitable par les autorités en cas d'accident.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant les éléments attendus pour un état des stocks (bonne pratique) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des matières combustibles présentes sur site (y compris non dangereuses et non classées) doivent y figurer. Les encours de production (stockage correspondant à moins de deux jours de production) ne sont pas considérés comme stockage et ne sont pas à mentionner ; - l'identification des matières stockées doit mentionner les grandes familles de produits, matières ou déchets, en lien avec les rubriques ICPE ou une typologie de dangers ; - pour les matières dangereuses, doivent figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, - les quantités sont à exprimer en kg, en tonnes ou en m³ et non en unité de produit/récipient et par lieu de stockage (avec plan de situation) - une mise à jour à minima hebdomadaire est une bonne pratique. - cet inventaire « administratif » doit être recalé avec un inventaire physique. Un recalage annuel constitue une bonne pratique. <p>Le site disposant d'un poste de garde, cet état devrait être déposé au poste de garde chaque jour afin de pouvoir donner ces informations en cas de nécessité d'intervention des moyens de secours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2019, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : Les fiches de données sécurité sont disponible sur site via un outil informatique SEIRICH; Des versions imprimées sont disponibles sur site. Le serveur n'est accesible qu'au niveau du service HSE.</p> <p>Nous avons demandé à contrôlé la FDS du P#méthyl ethyl cetone. Elle nous a été fournie, elle date du 01/10/2022. Sur site, la quantité annoncée du listing a pu être vérifiée.</p> <p>Les quantités annoncées ont été vérifiées, elles étaient conformes.</p> <p>Les pictogrammes annoncés sur la FDS ont été vérifié sur les cubis stockés, l'étiquetage était conforme.</p> <p>En cas de sinistre, l'inventaire peut être consulté à partir d'un ordinateur portable du service HSE.</p> <p>Pour une question de disponibilité des données en toute circonstance, il a été conseillé à l'exploitant de mettre à disposition un listing des stocks au poste de garde, avec l'identification des produits dangereux. Par mail du 21/04/23, l'exploitant déclare vouloir développer le logiciel SEIRICH au niveau du poste de garde.</p> <p>L'état des stocks a été fourni dans un délai raisonnable, environ 15 minutes.</p> <p>Les produits dangereux sont uniquement stockés dans la zone B4 de l'état des stocks. Un plan est fourni dans le PII et les quantités sont indiquées sur l'état des stocks. Pour qu'il soit exploitable directement, la zone B4 doit être identifiée comme stockage de produits dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet